

Nouvelles sahraouies

N° 181 | juillet 2021

paraît 4 fois par an – ISSN 1016-7730



S O M M A I R E

Brèves 2

Echos de l'actualité 3

Réactions du CICR 5
Des milliers d'enfants et de jeunes
manipulés par le pouvoir chérifien 6

Appel urgent d'Amnesty International 8
Au service des prisonniers sahraouis
et de leurs familles, le travail de
Mustapha El Machdoufi 10

Interview de Maina Youssef sur l'exil
forcé 12

Abba, un conte sahraoui 14

CHANTAGE CRIMINEL : MISE EN DANGER DE 10'000 JEUNES PAR LE MAROC

COMITÉ SUISSE DE SOUTIEN AU PEUPLE SAHRAOUI
VAUROUX 2 – 2022 BEVAIX

E-MAIL: CONTACT@SAHRAOUI.CH – C.C.P. 12-6818-7
Comité de soutien au peuple sahraoui – 1211 Genève 8

BRÈVES

2021 : la Suisse fête le 100^e anniversaire du premier consulat qu'elle a ouvert à Casablanca. Rappelons qu'en 1921, le Maroc était un protectorat administré par la France et l'Espagne au Nord. En 1956, le Maroc proclame son indépendance. En cette année où les rencontres entre Suisses et Marocains sont fréquentes, nous souhaitons que la Suisse rappelle à ses hôtes que si elle les a accompagnés jusqu'à leur indépendance et après, elle est inquiète aujourd'hui pour un autre peuple que le Maroc colonise et qui doit pouvoir jouir de son droit à l'autodétermination. Comment se réjouir des liens que l'on a eu et que l'on a avec l'un et ignorer ceux que l'on doit avoir aujourd'hui avec le peuple sahraoui ?

Le Front Polisario a accepté le 29 avril la proposition de l'ONU de nommer le diplomate italo-suédois Steffan



Sous la tente sahraouie.

Photo : SP

de Mistura comme envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental. Or, le Maroc a refusé, un mois plus tard cet ex-envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie. Pas de nouvel envoyé spécial pour le roi qui favoriserait des négociations et s'engagerait dans des voies qui respecteraient les résolutions de l'ONU. Le statut quo convient au Maroc pour poursuivre sa politique de chantage et affirmer sa thèse par tous les moyens illégaux –

en contradiction avec le droit international. Le Conseil de sécurité ne commence-t-il pas à s'impatienter de cette arrogance marocaine qui veut l'ONU à sa botte ?

Le 21 juin, jour du solstice d'été, les associations genevoises Maloca International et Mos Espa ont manifesté sur la Place des Nations à Genève, aux côtés des représentants du peuple sahraoui et du peuple pijao (Colombie), leur solidarité avec tous les peuples qui aujourd'hui n'ont pas droit à leur autodétermination, notamment le peuple Sahraoui, le peuple Palestinien, le peuple Colombien, le peuple Amérindien, le peuple Kurde et le peuple Tибétain. Un tipi pijao et une khaima sahraouie avaient été dressés. Les tambours ont joué en continu, activant la force solaire qui donne une énergie collective à mettre au service des peuples.



Le diplomate Steffan de Mistura.

Photo : SP

ECHOS DE L'ACTUALITÉ

Chères lectrices et chers lecteurs,

Depuis notre dernier bulletin, la presse a parlé à plusieurs reprises du Sahara Occidental. Il est évident que le point fort de la mi-juin a été la brutalité du roi Mohamed VI envers les jeunes et les enfants marocains du nord du pays. Il les a utilisés pour acculer l'Espagne à reconnaître la marocanité du Sahara Occidental. L'arrogance du Maroc, prêt à en découdre avec l'Espagne, est allée trop loin et nombreux ont été les pays à réagir à sa cruauté par rapport à ses enfants. Comment accepter les images de ces milliers de jeunes à la dérive, arrivant à Ceuta par la mer, pleins d'une espérance immédiatement saccagée par leur retour au Maroc. La question qui se pose est de savoir ce que représente

pour le roi la jeunesse de son pays: l'avenir ou une monnaie d'échange qu'il met en danger pour ses desseins personnels.

Grandes manœuvres militaires avec le Maroc

Pendant ce même mois de juin, plusieurs pays, qui devraient plutôt ramener le Maroc vers le respect du droit international, l'associent à de folles manœuvres militaires: d'abord les manœuvres aéroterrestres avec la France qui doivent proposer de meilleures interopérabilités entre les deux armées. Ensuite, les grandes manœuvres maritimes annuelles, African Lion 2021, avec les Etats-Unis, le Brésil, le Canada, la Tunisie, le Sénégal, les Pays-Bas et l'Italie, ainsi que l'OTAN et des observateurs militaires d'une trentaine

de pays. Le Maroc a déclaré à plusieurs reprises qu'elles se dérouleraient aussi dans les territoires occupés mais les Etats-Unis ont démenti effectuer des manœuvres dans ces territoires. Certaines se sont pourtant déroulées dans les eaux sahraouiennes et près de la capitale El Ayoun, bafouant ainsi les résolutions internationales. Une nouvelle envie du Royaume de compromettre un peu plus des pays qui résistent à défier le droit international. Pour le Maroc ces démonstrations de force avec un nombre important de pays autour du Sahara Occidental est une façon de les entraîner dans la même démarche «au moins tacitement» que celle des Etats-Unis qui n'a pas été démentie. Ajoutons que ce pays a été invité du 28 juin au 10 juillet à



L'armée américaine participe aux grandes manœuvres.

Photo: SP

l'exercice militaire « Sea Breeze 2021 ». Cette fois-ci, c'est la Marine royale qui représentera le Maroc dans cet exercice militaire, l'une des plus grandes manœuvres militaires marines au monde. Rien n'est anodin dans cette présence au moment où la guerre se poursuit entre le royaume chérifien et le Sahara Occidental. Que fait et que dit alors l'ONU ?

**Sultana Kayhat
et Mohamed Lamine Haddi**

Pendant ce temps, la répression se poursuit dans les territoires occupés. Sultana Kayhat est toujours enfermée chez elle sans possibilité de recevoir des visites ; nous n'avons toujours pas de nouvelles du prisonnier Mohamed Lamine Haddi pour lequel vous trouverez dans ce bulletin un appel d'Amnesty. Notre

appel au CICR, dans le journal « Le Courrier » du premier avril et dans notre dernier bulletin, aura-t-il pu le convaincre de revoir ses priorités dans ce conflit et qui est l'agressé ?

**La chaleur est rude
dans les camps de réfugiés**

Dans les camps de réfugiés, le Covid est toujours présent mais la préoccupation des habitants et habitantes c'est la guerre qui se poursuit avec le Maroc dans un silence médiatique pesant. Les enfants sahraouis resteront cette année encore dans les camps pendant les vacances d'été. Comme l'an dernier, notre comité enverra, grâce à votre générosité, 2000 Euros pour améliorer légèrement leur quotidien en leur offrant un goûter après leurs concours sportifs. Enfin nous vous souhaitons

un bel été et gardons l'espoir, comme toujours, de pouvoir dès l'automne vous transmettre des nouvelles qui ouvrent de nouvelles perspectives. Nous avons pensé vous offrir un léger délassement en vous proposant (voir page 14) un court texte de l'écrivain et poète sahraoui, Limam Bouicha, qui raconte l'histoire d'Abba et de ses camarades d'école, cherchant à trouver Cuba sur une mappemonde, cette île qu'ils vont découvrir bientôt pour plusieurs années d'études.



RÉACTIONS DU CICR

Le premier avril dernier paraissait dans le journal «Le Courrier» notre appel au CICR (voir notre dernier bulletin) concernant ses actions au Sahara Occidental.

Notre Comité n'a rien reçu du CICR après cet appel et la parution de notre dernier bulletin envoyés à l'organisation. Mais, peu de temps après, son président invitait personnellement, le Front Polisario pour avoir une discussion avec lui.

Après cette rencontre, le Front Polisario a publié le communiqué suivant, le 7 mai :

«Une délégation sahraouie conduite par le membre du Secrétariat National du Front Polisario, chargé de mission pour l'Europe et l'Union européenne, M. Abbi Bachraya, accompagné de Mme Omama Abdeslam, représentante du Front Polisario auprès des Nations Unies et d'autres organisations en Suisse, a été reçue par le Président du Comité International de la Croix Rouge (...)

Le chef de la diplomatie du POLISARIO en Europe et dans l'UE a réitéré la nécessité d'envoyer une mission au Sahara Occidental pour vérifier la situation des



droits de l'homme dans les villes sahraouies occupées face à la répression et l'escalade des arrestations arbitraires, les abus, les raids et les attaques sur les villes sahraouies.

Le responsable sahraoui a attiré l'attention du chef du CICR sur la situation déplorable des prisonniers civils sahraouis dans les prisons marocaines, soulignant que la gravité de la situation nécessite l'intervention du Comité international de la Croix-Rouge pour les assister ainsi que leurs familles. Il a également demandé au CICR de savoir où se trouvent les centaines de Sahraouis (civils et militaires) qui ont disparu depuis le début du conflit en 1975.

Enfin, il espère que l'organisation sera à la hauteur de son nom et ne cédera pas au chantage et aux diktats marocains qui tentent d'impliquer tout le monde en exploitant toutes les opportunités pour légitimer son occupation illégale du Sahara Occidental. Pour sa part, le président de l'or-

ganisation, M. Pierre Maurer, a déclaré avoir suivi avec intérêt les récents développements, exprimant dans le même contexte la volonté de l'organisation de développer sa présence et sa contribution à la partie sahraoui pour mettre en œuvre autant que possible son mandat et sa responsabilité envers le peuple sahraoui.»

Nous ajoutons ici notre analyse: le CICR doit subir, comme bien d'autres organisations, des pressions de la part du Maroc auxquelles il ne sait pas comment résister. Toujours est-il que, finalement, diverses interventions et la parution de notre appel dans le journal «Le Courrier» a eu une conséquence positive: le contact direct a été renoué entre la direction du CICR et les Sahraouis et l'on peut espérer que les prisonniers politiques sahraouis aux mains du Maroc en verront les effets et que le Maroc commencera à comprendre qu'il ne peut poursuivre sa politique annexionniste

DES MILLIERS D'ENFANTS ET DE JEUNES MANIPULÉS PAR LE POUVOIR CHERIFIEN

PRESSIONS DU MAROC SUR L'ESPAGNE



Depuis que Donald Trump a reconnu, le 10 décembre dernier, la marocanité du Sahara Occidental et qu'en retour le Maroc a reconnu Israël, le royaume chérifien cherche tous les moyens pour faire pression sur l'Espagne afin que ce pays s'engage aussi dans la voie de Trump. Or l'Espagne ré-

siste et la population civile manifeste fermement son soutien au peuple sahraoui.

Une occasion de relancer la pression sur l'Espagne s'est offerte à Mohammed VI avec la présence de Brahim Ghali, le président de la République arabe sahraouie démocratique, accueilli en Espagne en avril pour être soigné d'une forte attaque du Covid-19 qui demande une intubation. Le Maroc ne supporte pas que son «ennemi» soit accueilli sans qu'il soit au courant. Chantage, menaces marocaines mais l'Espagne ne cède pas et Brahim Ghali, après avoir été soigné puis

entendu par la justice espagnole pour des dénonciations notamment de tortures, repartira libre pour l'Algérie.

Le roi ne peut rester sur cette défaite diplomatique et c'est sa propre population qu'il va mettre en danger. Il joue la carte de la migration qui fait peur à l'Espagne et à l'Europe. Dès que le bruit court que les frontières sont ouvertes vers Ceuta, l'enclave espagnole au nord du Maroc, les jeunes marocains, qui se voient sans futur dans leur propre pays, s'y précipitent. Les 17, 18 et 19 mai, un afflux sans précédent de 8000 à 10 000 personnes, jeunes et enfants surtout, entre à Ceuta, en Europe, par la mer. On compte

au moins deux noyés. On leur a fait miroiter une sortie scolaire à Ceuta et qu'ils pourraient assister gratuitement à un match de football avec des joueurs célèbres (considérants de la résolution de l'UE 2021 2747 RSP). Leur situation est dramatique; ils sont piégés. Une jeune mère de deux jeunes enfants, Ouarda, venue de Tétouan, raconte au journal «Le Point»: «Je suis venue pour traverser clandestinement et assurer l'avenir de mes enfants, car ici, (au Maroc, NDLR) il n'y a rien. Nous nous aventurons pour traverser: ou je meurs ou je passe.» Rapidement, l'Espagne renvoie au Maroc le plus grand nombre en gardant les plus jeunes qui ont droit à une protection spéciale. Amnesty déclare que «les demandeurs d'asile et les migrants sont utilisés comme les pions d'un jeu politique entre le Maroc et l'Espagne». « Cette afflux impressionnant de mineurs vers la frontière est une première » d'après Omar Naji un militant marocain des droits humains. Le Maroc ne peut-il être condamné par une instance internationale concernant les droits de l'enfant, par exemple, pour avoir utilisé et mis en danger des milliers d'en-



Un jeune marocain désespéré.

Photo: SP

fants et de jeunes pour un bénéfice politique raté ?

L'Union Européenne a voté le 10 juin une résolution (397 voix pour, 87 contre et 196 abstentions) qui prend la question du point de vue des droits de l'enfant; « Résolution 2021 2747 RSP sur la violation de la convention des Nations unies relative aux droits de l'en-

fant et l'instrumentalisation des mineurs par les autorités marocaines dans la crise migratoire à Ceuta ».

Pour en savoir plus :

<https://orientxxi.info/magazine/queuta-un-confetti-d-europe-en-afrique,4806>

Comité de rédaction

Keltoum Irbah, Christiane et Berthier Perregaux. La mise en page est réalisée par Thierry Solignac et l'impression par Baillod Imprimeurs S.A. Bevaix.

Nous relayons ici un appel urgent d'Amnesty international concernant le prisonnier sahraoui Mohamed Lamine Haddi. Nous vous incitons à participer à cet appel.

ACTION URGENTE

UN MILITANT SAHRAOUI DÉTENU AU SECRET



Les proches et l'avocate du militant sahraoui emprisonné Mohamed Lamine Haddi sont sans nouvelles de lui depuis le 9 avril 2021, date à laquelle ils les a appelés au téléphone pour leur dire que les autorités pénitentiaires avaient menacé de le mettre au «cachot», une petite cellule souterraine, si sa famille n'arrêtait pas de demander publiquement sa libération.

Mohamed Lamine Haddi est détenu à l'isolement à la prison de Tiflet II, à Rabat, depuis 2017, année de sa condamnation à 25 ans d'emprisonnement dans le cadre du procès collectif et inique de «Gdeim Izik».

Son état de santé s'est fortement dégradé depuis qu'il a observé une grève de la faim de 69 jours pour protester contre les mauvais traitements qui lui étaient infligés.

**PASSEZ À L'ACTION :
ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES
MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE
LETRE A LA PAGE SUIVANTE**

**Langues à privilégier pour la rédaction de vos appels ;
arabe, français, anglais.**

Merci d'agir dans les plus brefs délais et avant le 6 août 2021

Lien: <https://www.amnesty.org/fr/documents/mde29/3946//2021/fr/>

Chef du gouvernement du Royaume du Maroc
Saad Eddine El Othmani

Palais royal - Touarg

Rabat, Maroc

Fax : +212537771010

Twitter : @ChefGov_ma / @Elotmanisaad

Monsieur le Chef du gouvernement,

Je vous écris pour vous faire part de ma grave préoccupation concernant la détention au secret du militant sahraoui Mohamed Lamine Haddi, incarcéré à la prison de Tiflet II, à Rabat, au Maroc.

L'avocate et les proches de Mohamed Lamine Haddi sont sans nouvelles de lui depuis le 9 avril, date à laquelle il leur a téléphoné pour les informer que le directeur de la prison de Tiflet II avait menacé de le placer dans une petite cellule de type cachot si sa famille continuait de parler publiquement de son cas. Selon son avocate, Mohamed Lamine Haddi a déjà été placé dans une cellule de ce type en 2018 à titre de sanction. Elle a décrit une petite pièce de 2 m², sans fenêtre, robinet ni toilettes. Cette cellule est connue sous le nom de « cellule disciplinaire » ou « cercueil » car elle en a la taille. Depuis le 9 avril, la famille de Mohamed Lamine Haddi a téléphoné à plusieurs reprises au procureur du roi et au directeur de la prison, sans réponse. Son avocate et ses proches ont appelé séparément la prison le 1^{er} juin, mais on leur a raccroché au nez quand ils ont prononcé le nom de Mohamed Lamine Haddi.

La santé de Mohamed Lamine Haddi se dégrade depuis la grève de la faim de 69 jours qu'il a entamée en janvier pour demander qu'on cesse de le maltraiter. Le 23 mars, il a dit à sa famille que les gardiens de la prison avaient mis un terme à sa grève de la faim en l'alimentant de force, qu'il n'avait pas reçu de soins médicaux pendant sa grève de la faim et qu'il souffrait d'une paralysie partielle, de tremblements, de pertes de mémoire et de fortes douleurs. Son avocate craint que l'absence de nouvelles de lui depuis avril ne soit le signe d'une détérioration de son état de santé. Depuis le 17 septembre 2017, les autorités détiennent Mohamed Lamine Haddi et d'autres prisonniers de Gdeim Izik à l'isolement à la prison de Tiflet II. Mohamed Lamine Haddi est seul dans sa cellule pendant au moins 23 heures par jour, sans aucun contact avec les autres détenus. Les visites familiales sont interdites depuis mars 2020 en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

Compte tenu de tous ces éléments, je vous appelle à mettre un terme au placement à l'isolement de Mohamed Lamine Haddi, à lui permettre de recevoir immédiatement des soins médicaux et à veiller à ce que ses conditions de détention soient conformes aux normes internationales. Je vous engage également à faire en sorte qu'il puisse entrer régulièrement en contact avec sa famille et ses avocats, et – conformément aux Règles Nelson Mandela, dont la règle 59 dispose que « les détenus doivent être placés, dans la mesure du possible, dans des prisons situées près de leur domicile » – à permettre que Mohamed Lamine Haddi et les autres prisonniers de Gdeim Izik soient transférés à Laayoune afin d'être plus proches de leur famille. Enfin, je vous prie instamment de faire rejurer Mohamed Lamine Haddi et les autres prisonniers de Gdeim Izik dans le cadre d'un procès équitable conforme aux normes internationales.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du gouvernement, l'expression de ma haute considération.

AU SERVICE DES PRISONNIERS SAHRAOIS ET DE LEURS FAMILLES, LE TRAVAIL DE MUSTAPHA EL MACHDOUFI

Dans un document qu'il vient de nous envoyer, Mustapha décrit l'accompagnement des prisonniers et de leurs familles qui lui prend souvent ses jours et ses nuits.

En novembre 2010, plus de 20 Sahraouis sont emprisonnés au Maroc en représailles à l'audace sahraouie d'avoir créé un camp de la résistance, Gdeim Izik, à une dizaine de kilomètres de la capitale occupée du Sahara Occidental. Moustapha El Machdoufi se met au service de ses compagnons de lutte emprisonnés et de leurs familles. Notre comité le soutient depuis 2014.

S'installer près des prisonniers

Mustapha écrit : « Célibataire, j'ai décidé de quitter mes études et de m'engager pour savoir comment nous pourrions rester en contact avec nos frères prisonniers, comment avoir un accès durable avec nos fils du groupe de Gdeim Izik, pour obtenir, enregistrer toute information liée à leurs conditions d'emprisonnement, savoir quand les audiences se tiennent devant



Mustapha El Machdoufi et El Ghalia Abdelahid défendent les prisonniers à Genève.

Photo: SP

le juge d'instruction militaire et civil afin d'informer de la situation les familles des prisonniers, les ONG internationales, les différentes associations des Droits de l'Homme. En tant que membre du Comité des familles de prisonniers (j'avais un frère prisonnier qui a été libéré), notre groupe de défenseurs et défenseuses des droits humains dont je fais partie a décidé de s'installer à Salé près de Rabat vers la prison Salé 2 où se trouvaient les prisonniers.

C'est aussi là qu'habitent les familles qui viennent voir les prisonniers.

La voix des prisonniers

Je suis devenu l'intermédiaire constant entre les prisonniers et le monde extérieur et également le porte-parole des familles et des prisonniers politiques

sahraouis. Je dois pouvoir dénoncer la situation catastrophique de mes frères emprisonnés. Je mets toute ma volonté à rendre publique toute arrestation arbitraire, enlèvement, procès injuste, torture, traitement inhumain, disparition forcée que subissent mes concitoyens sahraouis qui revendiquent l'indépendance de notre territoire et la dignité de notre peuple.

Lors de chaque visite effectuée au Maroc et au Sahara Occidental par des instances onusiennes, des rapporteurs spéciaux de l'ONU ou de l'Union Européenne qui viennent enquêter sur le respect et la promotion des Droits de l'Homme, j'y participe et intervins en tant que défenseur des droits humains et secrétaire général de la Ligue pour la protection des

prisonniers politiques sahraouis (LPPS). Mais ces dernières années, ces visites sont beaucoup plus rares.

La situation actuelle

Depuis 2010, les choses ont bien changé. Les peines des prisonniers sahraouis, lors de leur dernier procès en 2017 à Salé, ont été confirmées, de la perpétuité à 20 ans de prison (2 prisonniers en fin de peine ont été libérés). Les 19 condamnés ont été répartis dans plusieurs prisons, parfois très loin de Rabat et surtout très loin de leurs familles mais toujours au Maroc, en contradiction avec ce qu'affirme le protocole 1 des Conventions de Genève. Les familles et moi habitons toujours à Salé près de Rabat mais la distance est telle jusque vers les prisons que les familles ne peuvent visiter leur mari, père, frère que très rarement. C'est donc moi qui, semaine après semaine, parcours le pays en car et en train, d'une prison à l'autre, pour essayer d'obtenir des informations sur les besoins et la santé des prisonniers. Les rencontrer n'est pas toujours possible et je repars souvent bredouille, n'ayant pas de nouvelles pour les familles. Je peux cependant alerter des associations quand j'ai connaissance de cas grave comme celui de Mohamed Lamine Haddi pour qui Amnesty International et l'OMCT (Organisation Mondiale Contre la Torture) lancent actuellement des appels.

Un engagement à risque

Comme secrétaire général de la LPPS depuis 2013, mon travail

est devenu plus difficile et plein de risque. Chaque fois que l'un des 19 prisonniers politiques sahraouis ou leurs familles font l'objet d'une violation de leurs droits fondamentaux (mauvais traitements, manque de soins, isolement prolongé, grève de la faim...), je tiens à organiser des réunions avec les ambassades de pays occidentaux et membres du Conseil de sécurité (par exemple : les Etats-Unis, la Grande Bretagne, etc.) ainsi qu'avec le bureau du CICR à Rabat afin de faire savoir à ces représentants permanents la vraie situation que des citoyens sahraouis vivent aujourd'hui derrière les barreaux et la souffrance de leurs familles inquiètes qui, souvent sans revenu, sont dans les territoires occupés. Toutes ces interventions me rendent particulièrement visible auprès des services secrets et des représentants du gouvernement marocain. Nous savons combien ce régime peut être imprévisible.

Comment subsister ?

Quelles sont mes conditions de vie ? Depuis plusieurs années, le Comité suisse de soutien au peuple sahraoui est le seul qui subvienne régulièrement à mes besoins : eau, électricité, télé-

phone, internet, nourriture, déplacements. Lorsque les familles sont à Salé, il faut souvent les aider à payer les voyages pour se rendre jusque dans les prisons où sont incarcérés leurs parents. Je remercie les membres du Comité, les lecteurs et lectrices de son bulletin, qui me permettent de vivre même si c'est dans des conditions très difficiles. C'est une très grande aide pour les prisonniers et leurs familles. La Ligue pour la protection des prisonniers politiques sahraouis me remet une petite somme tous les deux mois et le Front Polisario paie le loyer de l'appartement de Salé».

P.S Actuellement, Mustapha El Machdoufi n'a plus de tablette ni d'ordinateur. Il ne peut travailler qu'avec son téléphone portable. Avec votre générosité, nous aimerions pouvoir lui procurer ces outils très importants pour son travail.

Pour des raisons de discrétion, nous gardons à votre disposition le budget de Moustapha et plus de détails sur l'aide de notre Comité à son égard.



Des familles de prisonniers sahraouis manifestent.

Photo: SP

INTERVIEW DE MAINA YOUSSEF SUR L'EXIL FORCE

C'est très émue que Maina Youssef évoque le Sahara Occidental. Née dans une situation d'exil forcé, dans les campements de réfugiés, elle n'a de cesse d'espérer et de rêver à un retour dans son pays d'origine, le Sahara Occidental de ses aïeux.

Arrivée en Suisse, à Genève, après avoir vécu en Espagne au sein d'une famille d'accueil, son éducation et sa socialisation ont été rythmées par des interactions auprès de la diaspora sahraouie – dense et active – ainsi qu'avec la société civile espagnole où elle a su nouer de nombreux liens. Elle finalise une formation professionnelle d'assistante médicale qui lui permettra de s'insérer pleinement dans la vie genevoise et de s'impliquer dans des activités en lien avec le destin de son peuple. Quotidiennement, elle suit avec attention l'actualité du Sahara Occidental. Elle participe également de façon ponctuelle aux sessions des droits de l'Homme



de l'ONU à Genève, où elle peut suivre le dossier du Sahara Occidental sur les violations des Droits de l'Homme qui n'ont pas cessé...

En décembre dernier, elle a organisé un voyage avec sa sœur jumelle pour assister au mariage de leur jeune sœur dans les camps de réfugiés tout au sud-ouest de l'Algérie. Elle raconte : « Deux semaines avant la date fixée pour le mariage nous avons décidé de partir dans les campements. Après une halte en Espagne, nous sommes parties en Mauritanie puis avons rejoint les campements en jeep, soit 4 jours de voyage à travers le désert ».

Quelle est la situation dans les campements depuis la reprise de la guerre ?

« Deux de mes frères ont rejoint la zone de combat avec une al-

ternance d'une semaine de repos. J'ai pu les rencontrer dans les campements car ils étaient en période de repos. La vie ressemble à un mélange d'espoir, de peur, de tristesse. Le jour du mariage de notre sœur, de mauvaises nouvelles sont parvenues. La musique a été interrompue, ce jour heureux a été un jour de tristesse.

Il est difficile d'entrer et sortir des campements. Le Front Polisario a établi des jours fixes pour ne pas mettre en danger les gens qui se déplacent. Par exemple, le mercredi a été décrété jour d'entrée. J'ai dû retarder mon voyage de retour de 2 jours à cause de la guerre. »

Reprise du Conflit

Intrépide et valeureuse, Maina s'est rendue à Bir Lahlou en zone libérée. Elle y a expérimenté la proximité avec les tirs, le bruit des armes. Elle était à 60 km de la zone de guerre. Elle a pu échanger avec ses deux frères âgés de 21 et 26 ans partis au combat de manière spontanée et avec conviction. Un des frères est militaire. Dans les campements de réfugiés il y a toute une organisation de préparation, un entraînement militaire pour les soldats, un parcours de formation et d'information. Son plus jeune frère est toujours au front alors que le plus âgé qui avait moins d'expérience militaire est devenu chauffeur dans les campements.

Qu'est-ce que la reprise du conflit a changé dans les campements ?

« La reprise de la guerre a affecté le transport des marchandises vers la Mauritanie. Tout est devenu plus complexe et difficile. Les personnes des campements pensent que la guerre c'est la solution. Tous sont enthousiastes et prêts à aller au front. La reprise du conflit est perçue comme une solution rapide pour le processus d'autodétermination. Dans les campements de nombreuses réunions sont organisées pour suivre de près les événements.

Les femmes sahraouies remplacent les positions tenues par les hommes et s'investissent pleinement dans leurs tâches, chacune selon ses compétences. Patrouilles de femmes de nettoyage, campagnes de sensibilisation dans les campements par rapport aux mines antipersonnel. Des associations qui renseignent la population civile sur les dangers des mines antipersonnel sont aujourd'hui dans les campements. »

Quels changements avez-vous pu observer ?

L'accès aux denrées alimentaires est très contrôlé. La situation sanitaire s'est beaucoup détériorée. En ce qui concerne la Covid 19 : durant les 5 jours passés dans les campements, je n'ai vu qu'une seule personne porter le masque. J'ai observé l'absence de distance sociale; ces gestes ne sont pas perçus comme une priorité. Beaucoup estiment qu'on a passé des épidémies plus



Le Tizual dans la région du Tiris.

Photo: SP

graves que le COVID. Il n'y a pas de médicaments à disposition ; il faut prendre l'ordonnance et aller dans les pharmacies privées. Il faut ici souligner l'injustice qui prévaut: les pauvres ne peuvent pas prendre les médicaments. Il n'y a pas de soutien, d'aide pour l'accès aux médicaments. Il y a une seule pharmacie qui se trouve dans le campement de Smara. Par ailleurs l'accès à l'eau et à l'électricité n'est pas résolu. Les stocks d'eau peuvent contenir des bactéries; concernant l'électricité il n'y a pas d'équilibre en termes de répartition. Dans le campement d'El Ayoun il n'y a ni électricité, ni accès à l'eau potable. En plus, les vents de sable compromettent le quotidien». Pour conclure, Maina considère que la phase politique

actuelle consiste à reprendre par la force ce qui a été volé par la force: « Le cessez-le-feu et les promesses vaines du référendum ont rendu les Sahraouis dépités, désabusés. Ils ont besoin d'un travail, d'une stabilité sociale, de bien être; ils ne veulent pas se sentir étrangers dans un autre pays. La seule solution passe par la libération et le retour au Sahara Occidental. Seuls les Sahraouis doivent décider de leur destin. »

ABBA

L'auteur de ce texte, Li-mam Boïcha, est un poète sahraoui de la nouvelle génération. Il est arrivé jeune dans les camps de réfugiés, il est allé étudier de longues années à Cuba et, actuellement, il vit à Madrid où il fait partie, avec d'autres poètes et poétesses sahraoui.e.s, de la «generation de la amis-tad».

Depuis plusieurs jours on leur avait déjà dit qu'ils allaient étudier à Cuba. Entre inquiétude et désir, ils se posaient toutes les questions du monde, mais ce qui les préoccupait par-dessus tout c'était de connaître le lieu exact où se trouvait Cuba. Ils avaient dans l'idée qu'il leur faudrait traverser le grand océan, mais n'en savaient pas plus.

Ce matin là, avant l'arrivée du maître, Abba attrapa la vieille mappemonde toute décolorée et la posa sur sa table. Ses camarades firent cercle autour de lui. Après avoir fait tourner le



globe plusieurs fois, Abba pointa son doigt en direction du Sahara Occidental, puis le déplaça vers la gauche. Il parcourut tout l'Atlantique et quand il arriva en Amérique, son doigt resta suspendu en l'air. Il ne savait que faire. Continuer ou s'arrêter? Descendre ou monter? Son index hésita, se mit à tracer un chemin incertain. Les yeux des autres enfants cherchaient également le nom de ce pays étranger et inconnu, car ils savaient que, même si ce n'était encore que pure fiction, bientôt ce serait le lieu où ils devraient passer plusieurs années de leur vie.

– C'est une île ! s'exclama Abba.
Ce bout de terre avait la forme d'un boomerang insolite qui, projeté dans les airs par une main inconnue, était retombé dans les eaux de la Caraïbe au lieu de revenir à son anonyme propriétaire.

Ce fut une découverte inattendue, surprenante. Aucun

d'entre eux n'avait réellement conscience de ce qu'était une île ou n'avait jamais entendu les noms de ce qu'ils étaient en train de déchiffrer. Mots nouveaux. Lieux inconnus qui mettaient en branle leurs fantasmes.

- Comme c'est loin dit Brahim, le meilleur ami d'Abba et son voisin de pupitre.
- Vous saviez qu'à Cuba, on ne mange que du riz ? intervint Naama qui avait onze ans comme le reste de ces compagnons, mais faisait une tête de plus qu'eux tous. En plus, il essayait toujours de montrer qu'il était le plus fort et le plus savant.
- Même pas vrai ! répondit Abba, levant les yeux de la mappemonde pour le défier du regard. Et si tu veux savoir, une fois, j'ai entendu mon père dire que le sucre qu'on nous donne à la distribution vient de Cuba, donc c'est impossible qu'ils ne mangent que du riz.
- N'importe quoi, c'est complètement idiot ce que tu dis ! répliqua Naama en élevant la voix. Le sucre ne vient pas de Cuba, il vient de ECA. Sur les sacs de la distribution, c'est écrit bien clairement. Avec des lettres rouges en plus, et bien grandes : E-C-A.

Naama dessina en l'air les trois lettres majuscules, sûr de lui ; ce qu'il disait était irréfutable. Abba devint tout rouge, puis se leva de sa chaise en criant :

- Ne traite pas mon père de menteur, ou je te massacre ! En plus, cet endroit que tu dis, ton ECA, il n'existe pas et sinon t'as qu'à le chercher sur la carte, on va voir si tu peux le trouver, gros malin !
- Mais tu n'as pas vu que c'est écrit sur les sacs de sucre, imbécile ?
- Je ne m'appelle pas imbécile, espèce d'âne !
- Tu vas voir, Baara, espèce de merde de chameau !

Il allait y avoir de la bagarre, à coup sûr. Abba attrapa Naama par les cheveux et se prit en retour une morsure au bras. Les deux commençaient à rouler sur le sol quand quelqu'un cria :

- Attention, voici le maître !

Quand l'instituteur entra, toute la classe, à nouveau silencieuse, l'attendait debout.

- Bonjour maître !
- D'un geste de la main, il leur fit



Jeunes sahraouis en formation.

Photo : SP

signe de s'asseoir. Tous obéirent et attendirent en silence. Naama leva la main et demanda :

- Maître, où ça se trouve le pays de la ECA ?

Sur le visage de l'enseignant, se dessina une grimace de surprise et de perplexité.

1. E.C.A Empresa Cubana Azucar / Compagnie Sucrière Cubaine

Ce texte est tiré de l'ouvrage bilingue de Limam Boïcha, poète et conteur sahraoui,

ARROZ CON SUERTE / DU RIZ AU PETIT BONHEUR LA CHANCE (p. 220-221), à paraître aux éditions Atelier du Tilde, Lyon, en 2021.

Il est ici en avant-première (avec trois autres textes de Limam Boïcha) dans la revue pluridisciplinaire et internationale « Cahiers de l'Ouest Saharien » N° 12 « Autour du Sahara Occidental, recherches en cours – témoignages et nouvelles ».

On peut obtenir la revue à : commande@harmattan.fr



Les jeunes sahraouis vous envoient leur salut d'été!

Photo: SP

ADRESSES DE NOTRE COMITÉ

Suisse romande

Comité de soutien au peuple sahraoui

Berthier Perregaux – Vauroux 2 – 2022 Bevaix – Tél. 032 846 14 89

Internet www.arso.org

Françoise Buchet – Côte 6 – 2000 Neuchâtel – Tél. 032 853 50 80

Gilles Boss – Quai de la Thièle 4 – 1400 Yverdon-les-Bains

Suisse alémanique

SCHWEIZERISCHES UNTERSTÜTZUNGSKOMITEE FÜR DIE SAHRAOUI – Postfach 8205 – 3001 Bern